

PLF : Bercy révisé la croissance à la baisse

« Industrie verte : les estimations précisées pour le crédit d'impôt », titre Les Echos, relevant que le crédit d'impôt pour l'industrie verte devrait coûter 3,7 milliards d'euros d'ici à 2030, a indiqué hier le ministère de l'Économie. Cette nouvelle niche fiscale représentera 500 millions d'euros dès 2024. « Pour accélérer la transition écologique, nous passons à "la loupe verte" notre fiscalité, résume Thomas Cazenave. D'une part, nous réduisons progressivement les niches fiscales brunes sur les énergies fossiles. D'autre part, nous prenons des mesures incitatives comme le crédit d'impôt investissement dans l'industrie verte. » Le gouvernement a finalement renoncé à supprimer l'avantage fiscal sur le gazole dont bénéficient les transporteurs routiers. Mais il a trouvé un accord pour réduire progressivement celui dont bénéficient les agriculteurs ou le secteur des travaux publics. C'est en suivant la même logique que le bonus à l'achat d'un véhicule électrique va être dopé, tandis que le malus sur les véhicules les plus polluants sera alourdi. Le gouvernement ne s'en cache pas : la transition écologique sera douloureuse – pour certains dès 2024. (Les Echos, p.2)

« Bercy révisé à la baisse la croissance mais maintient le cap sur le déficit », titre Les Echos, qui estime que Bruno Le Maire a renoué hier avec le « en même temps », à l'occasion de la publication des nouvelles prévisions de Bercy pour le PLF 2024. Si la croissance est révisée en baisse, les objectifs de redressement des comptes publics sont maintenus, mais sans effort douloureux et sensible politiquement sur la dépense publique. Pour tenter cet exercice d'équilibriste, le gouvernement a donc d'abord dû se résoudre à tenir compte de la dégradation de la situation économique mondiale. La prévision de croissance pour l'an prochain a été revue à la baisse de +1,6 % à 1,4 %, alors que la progression du PIB est toujours attendue à +1 % pour 2023. « La croissance continue à augmenter, c'est la preuve que notre stratégie de politique économique est gagnante. Mais la France est dépendante de la situation de ses principaux partenaires commerciaux – notamment l'Allemagne et la Chine – qui se dégrade », a expliqué Bruno Le Maire. (Les Echos, p.2)

« Les économistes moins optimistes pour 2024 », titre Les Echos, détaillant que le consensus des économistes prévoit une croissance de 0,9 % l'an prochain. Les écarts de prévision entre les économistes tiennent à la vision qu'ils ont de la consommation des ménages, le traditionnel moteur de la croissance en France. Une partie d'entre eux estiment que le reflux attendu de l'inflation va redonner un peu d'air aux ménages pour dépenser. Ce qui soutiendra l'activité économique. C'est le pari de Bercy. Les autres sont moins optimistes. (Les Echos, p.2)